

Direction régionale et interdépartementale
Environnement Energie - UD78

78-2024-07-22-00007

Arrêté préfectoral mettant en demeure la
société STORENGY pour les installations qu'elle
exploite à Beynes (78650) chemin de Fleubert

ARRETE

**Portant mise en demeure
la société STORENGY à BEYNES (78650) chemin de Fleubert**

LE PRÉFET DES YVELINES
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le décret du 7 février 2024 portant nomination de Monsieur Frédéric ROSE en qualité de Préfet des Yvelines ;

Vu le décret du 22 mars 1980 autorisant la société GAZ DE FRANCE à stocker au niveau du Séquanien du gaz (stockage dit de « Beynes profond ») ;

Vu le décret du 12 août 1992 renouvelant les autorisations de stockage de la société GAZ DE FRANCE jusqu'au 1^{er} janvier 2006 pour son site de Beynes (78650) chemin de Fleubert ;

Vu l'autorisation en date du 22 avril 1975 délivrée par le ministre de l'industrie pour un programme d'essais de stockage d'un volume de 100 millions de m³ dans le niveau du Séquanien de son site de Beynes (78650) chemin de Fleubert ;

Vu les autorisations délivrées les 27 décembre 1975, 14 décembre 1976 et 3 octobre 1978 par décision du Ministre de l'Industrie visant à convertir le stockage en stockage de gaz naturel, stockage dit de « Beynes supérieur » ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 30 août 2010 modifié relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1414-3 ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 août 1955 par lequel le Préfet de Seine-et-Oise autorise, la société GAZ DE FRANCE, pour essais, à injecter et soutirer du gaz de ville manufacturé dans le niveau Wealdien sur la commune de Beynes (78650) chemin de Fleubert ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 17 août 1957 autorisant la société GAZ DE FRANCE à exploiter des activités de compression (n°212) 2^e classe et dépôt d'hydrocarbures (n°254-2-b) 2^e classe sur le site de Beynes (78650) chemin de Fleubert ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 11 décembre 1979 autorisant la société GAZ DE FRANCE à modifier ses installations de la station de stockage souterrain de Beynes (78650) chemin de Fleubert, par l'adjonction d'une cuve et d'un bassin de récupération d'eaux polluées ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 19 août 1983 autorisant la société GAZ DE FRANCE à stocker des sources radioactives sous forme de sources scellées spéciales sur son site de Beynes (78650) chemin de Fleubert ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 25 novembre 1983 autorisant la société GAZ DE FRANCE à exploiter deux unités de désulfuration de gaz naturel d'une capacité de 150 000 Nm³/h chacune (n°212bis) ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 23 juin 1986 autorisant la société GAZ DE FRANCE à augmenter sa puissance de compression (n°361-A-1) de 30 000 kW supplémentaire abrogeant ainsi les récépissés de déclaration du 4 novembre 1974, 11 février 1977, 5 avril 1977 et l'arrêté préfectoral du 11 mars 1960 ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 24 novembre 2003 fixant à la société GAZ DE FRANCE des prescriptions complémentaires visant à réglementer l'exploitation des réservoirs de gaz pour son établissement situé à Beynes (78650) - La Couperie ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 3 mars 2009 autorisant la société STORENGY (ex GAZ DE FRANCE) à exploiter des installations de surface du stockage souterrain de gaz sur le territoire de la commune de Beynes (78650) chemin de Fleubert ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 5 février 2010 imposant à la société STORENGY des prescriptions complémentaires visant à mettre en œuvre des mesures de réduction du risque à la source pour les installations qu'elle exploite sur la commune de Beynes (78650) chemin de Fleubert ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 7 mai 2010 imposant des prescriptions complémentaires relatives au contrôle des puits, une étude d'un dispositif de soutirage du gaz à l'Albien et traitement, poursuite de l'étude sur les conséquences à long terme de la présence de gaz ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 6 janvier 2011 imposant des prescriptions complémentaires à la société STORENGY relatives aux protections thermiques et mécaniques sur les séparateurs des plateformes des puits B1 25 et B 146 et les collectes pour les installations qu'elle exploite sur la commune de Beynes (78650) chemin de Fleubert ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 2 mai 2011 mettant à jour du classement des installations classées exploitées par la société STORENGY à Beynes (78650) chemin de Fleubert ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 février 2012 imposant à la société STORENGY des prescriptions techniques complémentaires sur la grille d'interconnexion de son site de Beynes (78650) chemin de Fleubert ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 11 juin 2015 imposant à la société STORENGY des prescriptions complémentaires relatives à la poursuite du contrôle des puits (1 puits par an), l'étude d'un dispositif de soutirage du gaz à l'Albien avec réinjection du gaz dans la boucle Beynes supérieur et poursuite de l'étude des conséquences à long terme de la présence de gaz ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 décembre 2015 annulant l'arrêté préfectoral du 28 février 2012 et imposant à la société STORENGY des dispositions pour exclure la grille d'interconnexion du périmètre des installations classées exploitée à Beynes (78650) chemin de Fleubert ;

Vu l'étude de dangers transmise par la société STORENGY le 23 mars 2016 et complétée par courriers des 18 juillet et 19 septembre 2016 en application de l'article R 515-98 du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2016 imposant des prescriptions complémentaires à la société STORENGY relatives à la mise en place d'un traitement du gaz présent dans la nappe de l'Albien pour les installations qu'elle exploite à Beynes (78650) chemin de Fleubert ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 février 2017 imposant des prescriptions complémentaires à la société STORENGY relatives à la mise en place d'une protection mécanique autour des antennes des puits B 46 et B 125 de son stockage et adaptant la surveillance des aquifères sur le site qu'elle exploite à Beynes (78650) chemin de Fleubert ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 juin 2021 imposant des prescriptions complémentaires à la société STORENGY pour les installations qu'elle exploite à Beynes (78650) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 juin 2022 modifiant l'arrêté de prescriptions complémentaires du 7 juin 2021 encadrant les installations exploitées par la société STORENGY situées à Beynes (78650) chemin de Fleubert ;

Vu l'arrêté 78-2024-03-04-00014 du 4 mars 2024 du Préfet des Yvelines portant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

Vu la décision DRIAT-IDF n° 2024-0386 du 27 mai 2024 portant subdélégation de signature du préfet des Yvelines ;

Vu le récépissé en date du 28 avril 1959 autorisant la société GAZ DE FRANCE à exploiter

un dépôt souterrain de 27 000 litres de liquides inflammables de 1^{re} catégorie (n°254-2°-C) en remplacement du dépôt aérien autorisé par arrêté préfectoral du 17 août 1957 sur son site de Beynes (78650) ;

Vu le récépissé en date du 1^{er} mars 1960 autorisant la société GAZ DE FRANCE à exploiter un dépôt souterrain de 2 500 litres de liquides inflammables de 1^{re} catégorie sur son site de Beynes (78650) chemin de Fleubert ;

Vu le récépissé en date du 31 mai 1974 autorisant la société GAZ DE FRANCE à exploiter un dépôt avec transvasement de liquides inflammables de 1^{re} catégorie comprenant 3 citernes en fosses maçonnées de 4000 litres chacune sur son site de Beynes (78650) chemin de Fleubert ;

Vu le récépissé en date du 4 septembre 1979 autorisant la société GAZ DE FRANCE à exercer les activités suivantes sur son site de Beynes (78650) chemin de Fleubert ;

Vu le récépissé en date du 8 janvier 1981 autorisant la société GAZ DE FRANCE à exploiter à Beynes (78650) chemin de Fleubert, un dépôt aérien de liquides inflammables ;

Vu le récépissé en date du 4 janvier 1988 autorisant la société GAZ DE FRANCE à exploiter 4 transformateurs de PCB (n°355) sur son site de Beynes (78650) chemin de Fleubert ;

Vu le récépissé en date du 29 février 1996 autorisant la société GAZ DE FRANCE à exploiter à Beynes (78650) chemin de Fleubert, un dépôt de liquides inflammables représentant une capacité minimale totale supérieure à 10 m³ mais inférieure à 100 m³ (n°253-B) ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 26 janvier 2024 faisant suite au contrôle réalisé le 20 novembre 2023 annoncé le 24 octobre 2023 à la société STORENGY à Beynes (78650) chemin de Fleubert ;

Vu le projet d'arrêté transmis au demandeur par courrier du 24 avril 2024 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 26 juin 2024 faisant suite au contrôle réalisé le 13 juin 2024 ;

Vu les courriels du 7 mai 2024, du 14 et 19 juin 2024 par lequel l'exploitant fait part de ses observations sur le projet d'arrêté de mise en demeure dont il a accusé réception le 24 avril 2024 ;

Considérant que lors de l'inspection du 20 novembre 2023 du site exploité par la société STORENGY à Beynes (78650) il a été constaté que durant l'exercice POI (inopiné) l'exploitant ne trace pas formellement les contrôles effectués sur ses réserves d'eau, notamment les relevés du niveau d'eau dans les bassins contrairement aux dispositions de l'article 7.5.2 de l'arrêté préfectoral du 3 mars 2009 ;

Considérant que lors de l'inspection du 20 novembre 2023 du site exploité par la société

STORENGY à Beynes (78650) il a été constaté que durant l'exercice POI (inopiné) certains poteaux incendie du fixe d'eau en station centrale ne respectent pas les dispositions de l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 3 mars 2009 et que plus globalement, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier du respect des dispositions par ce même article pour l'ensemble du réseau fixe d'eau en forêt et en station-centrale ;

Considérant que lors de l'inspection du 20 novembre 2023 du site exploité par la société STORENGY à Beynes (78650) il a été constaté que durant l'exercice POI (inopiné) le poteau incendie n°20 n'est pas maintenu en bon état, repéré et facilement accessible contrairement aux dispositions de l'article 7.5.2 de l'arrêté préfectoral du 3 mars 2009 ;

Considérant que lors de l'inspection du 20 novembre 2023 du site exploité par la société STORENGY à Beynes (78650) il a été constaté que durant l'exercice POI (inopiné) le réseau d'eau de la station centrale qui présente des fuites n'est pas maintenu en bon état contrairement aux dispositions de l'article 7.5.2 de l'arrêté préfectoral du 3 mars 2009 ;

Considérant que lors de l'inspection du 20 novembre 2023 du site exploité par la société STORENGY à Beynes (78650) l'exploitant a indiqué avoir modifié la stratégie de défense incendie en raisonnant sur une intervention « petits feux » pour l'ensemble de ses sites. Cette modification de défense contre l'incendie n'a pas fait l'objet d'une information à l'inspection des installations classées, ni au SDIS contrairement aux dispositions de l'article R.181-46 du Code de l'environnement et ne l'a pas mentionné dans sa notice de réexamen périodique de l'étude de dangers transmise le 15 avril 2021 ;

Considérant que lors de l'inspection du 20 novembre 2023 du site exploité par la société STORENGY à Beynes (78650) il a été constaté que la société STORENGY n'a pas maintenu les générateurs mobiles de mousse contrairement aux dispositions de l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 3 mars 2009 ;

Considérant que lors de l'inspection du 13 juin 2024 du site exploité par la société STORENGY à Beynes (78650) il a été constaté que la société STORENGY a pris conscience de l'état des moyens de lutte contre l'incendie et qu'il convient de prendre en compte les éléments de planning et les actions engagées mentionnés dans les courriels de l'exploitant du 7 mai 2024, du 14 et 19 juin 2024 ;

Considérant que l'exploitant a transmis par courriels du 7 mai 2024, du 14 et 19 juin 2024 des éléments de planning et des actions engagés qu'ils convient de prendre en compte ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Yvelines :

ARRÊTE

Article 1er - La société STORENGY dont le siège est à Bois-Colombes (92270) 12 rue Raoul Nordling -CS 70001 exploitant le site de BEYNES (78650) chemin de Fleubert est **mise en demeure** de respecter, les prescriptions des articles 7.5.1 et 7.5.2 de l'arrêté préfectoral du 03 mars 2009 pour les bassins en forêt et la réserve fermée de la station centrale :

a) en prévoyant une zone d'aspiration/raccordement des pompiers (avec matérialisation de ces zones) selon l'échéancier suivant :

- proposition d'une solution à l'inspection des ICPE et au SDIS sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté
- réalisation des travaux 6 mois après la présentation de la solution mentionnée ci-dessus

Article 2 - La société STORENGY dont le siège est à Bois-Colombes (92270) 12 rue Raoul Nordling -CS 70001 exploitant le site de BEYNES (78650) chemin de Fleubert est **mise en demeure** de respecter, les prescriptions des articles 7.5.2 et 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 03 mars 2009 :

a) en transmettant sous 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, les mesures réalisées (débit/pression) de l'ensemble des PI (station centrale et forêt) ainsi que les mesurées (débit/pression) réalisées en simultané sur l'ensemble du site et selon une méthodologie décrite.

L'ensemble des mesures avec une synthèse des anomalies/non-conformités relevées sont à transmettre sous le même délai à l'inspection et au SDIS.

b) en transmettant dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'échéancier de mise en conformité des poteaux incendie (PI station centrale et forêt) non conformes.

c) en réalisant :

- dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les travaux de mise en conformité des poteaux incendie qui ne sont pas disponibles ou qui ne présentent pas les débits attendus
- dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent arrêté, les travaux de mise en conformité des poteaux incendie qui délivrent le débit et la pression attendus mais qui sont non conformes pour d'autres raisons (couleur, socle de propreté, accessibilité...)

En attendant la fin des travaux de mise en conformité des poteaux incendie, les mesures conservatoires suivantes sont à mettre en place sous 7 jours à compter de la notification du présent arrêté :

- clarifier la notion de PI pressurisé,
- signaler les poteaux incendie pressurisés jaunes de manière claire et sans doute possible pour le SDIS, en attendant la signalisation définitive conformément aux normes en vigueur ou aux fiches du SDIS,
- signaler les poteaux incendie ayant une pression supérieure à 8 bars dynamique

d) en attendant la fin des travaux de démantèlement de la station historique, l'exploitant met en oeuvre sous 7 jours à compter de la notification du présent arrêté et pour une durée maximale de 2 ans, les mesures compensatoires suivantes :

- marquage pour repérer facilement les 2 robinets avec indication du sens de manœuvre
- réalisation d'une procédure de manoeuvre des robinets de mise à disposition du réseau incendie historique et la transmettre à l'inspection et au SDIS.

Article 3 - La société STORENGY dont le siège est à Bois-Colombes (92270) 12 rue Raoul Nordling -CS 70001 exploitant le site de BEYNES (78650) chemin de Fleubert est **mise en demeure** de respecter les dispositions de l'article R181-46 du Code de l'environnement :

a) sous un délai de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté, en portant à la connaissance du préfet et à l'inspection des installations classées avec tous les éléments d'appréciation, toute modification notable et notamment les modifications sur la stratégie de lutte contre l'incendie («petits feux» / «grands feux», l'abandon de la mousse, l'abandon des lances monitor et les modifications sur le bâtiment incendie (mise en place d'un sprinklage)). Ce dossier devra comporter au minimum une réévaluation des besoins en eau de la station-centrale (avec notamment le guide D9) et en mousse.

b) sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, en complétant sa notice de réexamen de l'étude de dangers et indiquer si les conclusions de l'étude de dangers sont impactées, avec les éléments nécessaires pour :

- justifier de l'acceptabilité de ne pas maintenir les générateurs mobiles de mousse,
- clarifier l'évolution de sa stratégie interne incendie mise en place depuis 2016 qui consiste à ne gérer que les « petits feux » (gérables avec un extincteur).

c) en transmettant sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, un cahier des charges, le devis signé et la passation de la commande.

d) en formant sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, le personnel STORENGY à la manipulation des lances monitor.

e) dans l'attente des conclusions de la réévaluation des besoins en eau appelée par le a) du présent article, en isolant sous 7 jours à compter de la notification du présent arrêté, le sprinklage du bâtiment incendie afin de garantir les ressources en eau prescrites par l'arrêté préfectoral de 2009.

Article 4 - En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1 à 3 dans les délais prévus aux mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'exploitant s'expose aux sanctions prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 5 - Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à une juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, par le destinataire de la présente décision dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté. La juridiction peut être saisie via l'application <https://www.telerecours.fr>

Article 6 – Conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Yvelines pendant une durée minimale de deux mois.

Article 7 - Le présent arrêté sera notifié à la société STORENGY et publié au recueil des actes administratifs du département des Yvelines.

Copie en sera adressée au :

- secrétaire général de la préfecture des Yvelines,
- sous-préfète de Rambouillet,
- maire de Beynes,
- directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 22 juillet 2024

Pour le Préfet et par délégation
Pour la Directrice et par subdélégation,
La cheffe de l'unité départementale,



Delphine DUBOIS